

Commission d'enquête :

Christian MONTFORT (président)

Danielle CAUHAPE

Bernard GUEDJ

Gilles LABRIAUD

Michel Claude TRABIS

--- ENQUETE PUBLIQUE ---

OUVERTE DU LUNDI 7 NOVEMBRE 2016 AU VENDREDI 9 DECEMBRE 2016
POUR CONDUIRE L'ENQUETE PUBLIQUE AYANT POUR OBJET
L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION
POUR LES COMMUNES D'AUBAGNE, GEMENOS, LA PENNE SUR HUVEAUNE
ET MARSEILLE

PAR ARRETE DE M.LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

(Arrêté préfectoral du 7 octobre 2016)

--- CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE ---

VILLE DE MARSEILLE

(Décision T.A N°E16000104/13 du 6 septembre 2016)

--- CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE ---

Le déroulement de l'enquête publique ouverte du lundi 7 novembre 2016 au vendredi 9 décembre 2016 inclus sur le territoire de la commune de Marseille, et portant sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles «inondation», a appelé des observations ou requêtes de la part du public et de la part des Personnes et Organismes Associés.

Il a été rendu compte au Rapport de la commission d'enquête :

- de l'exposé de la mission
- de la publicité de l'enquête
- de la constitution du dossier de l'enquête
- du déroulement de l'enquête
- des observations et de leur examen

Exposé des motifs :

Le bassin versant de l'Huveaune draine 460 km².

Longtemps demeurée rurale sur l'ensemble de son parcours, la vallée de l'Huveaune s'est progressivement urbanisée au cours des dernières décennies, en particulier sur sa partie aval.

Le développement des zones d'activités, des infrastructures de transports, de l'urbanisation est à l'origine de la redéfinition du fonctionnement hydraulique du bassin versant, avec des obstacles aux écoulements doublés d'une accélération du ruissellement par l'imperméabilisation des sols et la réorientation des flux.

Les communes de Marseille, Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Gémenos et Roquevaire constituent l'un des Territoires à Risque Important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2012.

Le bureau d'études EGIS Eau a réalisé une étude approfondie du comportement hydraulique de l'Huveaune pour différents niveaux de crue, en vue de la réalisation des Plans de Prévention du Risque inondation (PPRi) sur les territoires concernés.

Le Porter-à-Connaissance des résultats de cette étude, du 28 novembre 2014, a ensuite conduit à la prescription de l'établissement du présent PPRi par l'arrêté du 26 janvier 2015, après une phase préparatoire comprenant notamment des réunions avec les différents acteurs intervenants concernés.

Une fois adopté, le PPRi s'appliquera sur l'ensemble des territoires des communes de Marseille, La Penne-sur-Huveaune, Aubagne et Gémenos intégrés au bassin versant de l'Huveaune. Il détermine les prescriptions à mettre en oeuvre pour réduire les conséquences néfastes des inondations par les crues de l'Huveaune et de ses principaux affluents (le Jarret, la Gouffone et la Maire).

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône s'est trouvée en charge de l'élaboration technique du PPRi qui recouvre :

- les études d'aléas, c'est-à-dire l'intensité des phénomènes naturels qui doivent être caractérisés pour les événements de référence
- la détermination des enjeux, en l'occurrence les personnes et les biens présents au sein des zones inondables
- le croisement aléas/enjeux qui permet de définir le zonage réglementaire et le règlement qui lui correspond.

Le dossier d'enquête est très documenté, accompagné des études antérieures dont les conclusions ont apporté les références de base au projet de PPRi.

La plupart des observations du public ou des POA ont porté sur des points du rapport de présentation, du règlement et sur les documents graphiques. Certaines portaient sur le fond du sujet, d'autres sur des détails de rédaction ou de représentation graphique.

Le maître d'ouvrage a apporté les éclaircissements et précisions nécessaires aux questions posées. Dans certains cas, il a pris en compte les observations et les intégrera dans la version finale du PPRi. Dans les autres cas, il a justifié le maintien de ses choix par une argumentation technique ou réglementaire suivant les cas.

Toutefois, la commission d'enquête formule quelques remarques portant sur les points suivants : le règlement, le zonage et l'information du public.

Considérant le Règlement, la commission a constaté quelques points imprécis, parfois incomplets voire incohérents, tant dans les pièces écrites que dans la cartographie.

Considérant le Zonage, la commission d'enquête constate que l'approche systématique adoptée par le maître d'ouvrage dans ce projet pour le classement des zones n'a pas permis à la commission d'enquête de traiter de manière plus adaptée certains aspects particuliers qui ont fait l'objet de requêtes motivées.

En effet dans certains secteurs de Marseille, de La Penne sur Huveaune, d'Aubagne et de Gemenos la limite tracée entre Centres Urbains réglementés en Zone Bleue foncée et les Autres Zones Urbanisées réglementées en Zone Rouge ne paraît pas toujours pertinente. Certaines parcelles limitrophes ou proches de la limite classées en AZU semblent présenter des caractéristiques d'enjeux comparables aux parcelles classées en CU.

Ainsi la commission s'est notamment interrogée sur le classement de la zone du bas du Prado qui semble présenter les caractéristiques d'un Centre Urbain (cf.M-IV.4) : mixité des usages, continuité et densité des constructions, historicité. Elle a également conclu à la recevabilité de la demande de M.Maleval et recommandé que les deux parcelles concernées par ce projet soient classées en Centre Urbain (CU) au titre du présent PPRI(cf.M.VIII.8).

En toute fin d'enquête la Ville de Marseille, dans les courriers signés respectivement du maire et de son adjointe, en date 9 décembre 2016, la Ville de Marseille a remis en cause la définition des enjeux, notamment du Centre Urbain (CU) et des Autres Zones Urbanisées (AZU) résultant d'une méthodologie considérée comme inadaptée aux spécificités du territoire marseillais et émis quatre propositions ponctuelles de modification du zonage marseillais : Chanot, Fifi Turin, Michelet et Timone. La Ville de Marseille par courrier du 7 décembre 2016 a demandé une évolution de AZU, en CU du zonage du stade nautique du Roucas Blanc.

Le maître d'ouvrage a conclu pour la Timone que la proposition d'évolution du zonage était marginale. Il est donc d'accord pour ce correctif qui reste en phase avec la méthode de caractérisation des enjeux. Il a également estimé pour le Roucas blanc que cette évolution de la carte des enjeux était possible au regard des aménagements et bâtiments déjà présents sur ce secteur et des projets à venir dans le cadre de la candidature aux JO.

La commission constate donc que, dans certains cas l'évolution des enjeux est possible, puisque le maître d'ouvrage a accepté quelques adaptations. Il est important de savoir si une fois le PPRI approuvé, des adaptations du même type seront possibles par simple modification.

Considérant l'information du public, le PPRI se fixe comme principal objectif de réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation en déterminant des règles de constructibilité contraignantes.

Il s'agit donc d'un objectif à moyen/long terme, puisque ces mesures ne seront effectives qu'au fur et à mesure de la recomposition du bâti.

Dans l'attente et pour les bâtis existants, en zone bleue et en zone rouge, le PPRI prévoit des prescriptions de travaux dans les 5 ans, à l'égard des particuliers et des entreprises. Cependant le règlement ne prévoit aucune mesure d'information directe des personnes concernées, ni aucune mesure de contrôle (hormis celles que la commune pourrait exercer lors de demandes d'autorisation de travaux) ni aucune sanction. Les personnes qui n'auraient pas eu connaissance du PPRI et qui de ce fait n'auraient pas réalisé les travaux prescrits de réduction de la vulnérabilité resteraient en situation de danger et dans l'illégalité.

La commission d'enquête regrette que le différend inattendu, révélé par la Mairie de Marseille aux derniers jours de l'enquête, remettant en cause le fond du dossier en particulier sur les principes de zonage, n'ait pas été discuté durant toute la phase de concertation préalable à l'enquête publique prévue à cet effet. Cela aurait permis d'améliorer les dispositions prises dans le projet de PPRI et de préciser en amont les désaccords éventuels. La commission aurait pu examiner les divergences éventuelles en toute sérénité et donner son avis en toute connaissance de cause

Ceci exposé,
la commission estime que l'approbation du PPRi Huveaune répond à un objectif d'intérêt général.
Les prescriptions réglementaires qu'il institue vont permettre de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, par une recomposition progressive du bâti (réalisation de nouveaux bâtiments aux normes et travaux sur les bâtis existants).
Les dispositions du PPRi, combinées aux Plans de Sauvegarde et aux Plans d'alerte et d'intervention assureront une meilleure protection contre les risques d'inondation de l'Huveaune.
Le PPRi Huveaune pourra utilement être complété par le PPRi Ruissellement (échelle métropolitaine ?) et le PPRi débordement des Aigalades, dont l'établissement est en cours. Les dispositions de ces deux PPRi seront intégrées au PPRi Huveaune après enquête publique et approbation.

Enfin, compte tenu :

- de la qualité générale du dossier présenté élaboré suivant les guides nationaux,
- du sérieux des études hydrauliques confirmées par une contre expertise indépendante,
- de la concertation menée en amont avec toutes les parties prenantes pour améliorer le dossier,
- de la nécessité de doter rapidement le territoire concerné d'un PPRi au vu des aléas météo de plus en plus menaçants,

et pour l'ensemble des motifs-exposés et développés ci-avant, nous émettons un

"AVIS FAVORABLE AVEC RECOMMANDATIONS"

au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles « Inondation » par débordement de l'Huveaune sur le territoire de la commune de Marseille.

Les recommandations sont exposées ci-après, précédées de l'indice de référence qui leur a été attribué dans le corps du Rapport, ceci afin de faciliter la lecture des présentes conclusions tout en évitant les répétitions fastidieuses.

La commission d'enquête recommande :

Recommandations de portée générale aux quatre communes :

Marseille 1.1 : que les préconisations du SDIS soient introduites dans le PPRi en imposant dans son règlement :

- un mode de gestion des parkings souterrains qui prévoie la fermeture obligatoire en cas de vigilance crue, de vigilance météo pluies-inondation et orage
- un plan de gestion de crise des parkings souterrains en cohérence avec le plan communal de sauvegarde.

Marseille 1.5 : que l'accès précis aux cotes de références soit rajouté aux annexes du PPRi approuvé, et que le guide à l'attention des instructeurs ADS soit illustré d'exemples de cas concrets

Marseille 1.8, M-IV.5 et CD 5.6: que les résultats du PPRi «ruissellement» et du PPRi «débordement Aigalades» - dont les études sont projetées - soient pris en compte pour établir un zonage des risques inondation cumulant les effets du débordement et du ruissellement.

SDIS 6.1 : que le règlement rappelle que les parkings silos peuvent servir de parking refuge.

AMP 11.6 : que les conditions de révision et de modification du PPRi soient reportées dans le règlement et que dans les modalités de modification, la notion d'atteinte à l'économie générale du projet soit explicitée.

M-VII.6 : que l'adresse du site internet de la préfecture hébergeant les versions numériques des plans soit clairement indiquée.

M-VI.2 et M-VI.3 : que des notifications individuelles soient adressées à tous les propriétaires individuels et aux entreprises concernant les obligations imposées par le PPRi (diagnostic, travaux, etc)

Règlement : que soit modifiée la rédaction des pages 30 alinéa (n) qui fait un rappel à l'alinéa précédent (m) et non (n) ainsi que des pages 38 et 39 dans lesquelles les alinéas passent de la lettre (o) à la lettre (u).

SIBVH 9.5 : que le règlement soit complété pour renforcer les obligations et la responsabilité des riverains en matière d'évacuation des déchets.

CA 8.1 : que le règlement puisse évoluer vers une modification du préambule de l'article 2 de la zone rouge pour permettre l'implantation de serres et tunnels agricoles

G-5, CCI-7.1, Marseille 1.2 : pour les bâtiments d'activités ou de stockage en zone rouge, que soient traités de la même façon les cas d'extension, de reconstruction suite à un sinistre et de démolition/reconstruction à l'initiative du propriétaire.

CCI 7.3 et G-7 : qu'une règle de calcul applicable soit trouvée pour permettre une augmentation de l'emprise au sol des constructions sur les parcelles concernées par plusieurs types de zonages.

CD 5.1 : qu'une rédaction plus explicite précise que seuls les centres d'exploitation routiers nécessaires à la gestion de crise sont considérés comme établissements stratégiques. (cf Lexique sur la définition des établissements stratégiques).

CD 5.4 : que soit explicitement mentionné dans le Règlement du PPRi que les délaissés routiers en bords de route ne sont pas concernés.

CD 5.5 : que l'article du Règlement relatif à l'établissement dans les 3 ans d'un plan d'alerte et d'intervention précise explicitement que ce plan doit être commun aux communes, au département, à la Région et aux gestionnaires de réseaux et services publics (cf. Chap. 5 art.2).

Recommandations spécifiques à la Commune de Marseille :

M-C.3 : que le PPRi puisse évoluer pour intégrer la reconnaissance d'ESR sur les trois espaces de la Ville de Marseille (Chanot, Fifi Turin et Michelet).

M-IV.7 : qu'une étude plus fine, comme proposé, des résultats du secteur (terrains 10,11 av Clot Bey et 44 av Alexandre Dumas) soit conduite afin de vérifier les contraintes du site et de caler les éléments du projet.

M-V.6 et M-V.10 : que soit conduite une étude pour déterminer si le terrain situé Bd Mireille Lauze peut être considéré comme une dent creuse intégrée au périmètre de l'AZU, ce qui autoriserait la construction d'un immeuble.

M-VII.8 : que les deux parcelles de M.Maleval concernées par son projet soient classées en Centre Urbain (CU) au titre du présent PPRi.

Nous avons l'honneur de transmettre à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône :

- le Rapport de la commission d'enquête en date de ce jour, avec ses annexes
- les présentes Conclusions de la commission d'enquête
- le dossier d'enquête

Fait à Marseille le 9 janvier 2017
Par les commissaires enquêteurs

Danielle
CAUHAPE

Bernard
GUEDJ

Gilles
LABRIAUD

Michel
TRABIS

Christian
MONTFORT
(président
de la commission)